DIAL 3310

BRÉSIL - Le monstrueux barrage de Belo Monte et le naufrage d'Altamira que Dilma n'a pas eu le courage d'aller voir. Entretien avec Dom Erwin Kräutler

Patricia Fachin et João Vitor Santos

vendredi 23 janvier 2015, mis en ligne par Dial

Cet entretien a été publié sur le site de l'Instituto Humanitas Unisinos [1] le 16 janvier 2015.

L'arrivée d'une nouvelle année s'accompagne presque toujours de vœux de renouveau et d'espoir. Cependant, 2015 ne commence pas dans cet esprit pour ceux qui vivent aux alentours du chantier de construction du barrage de Belo Monte à Altamira, dans le Pará. Dans un entretien accordé par courriel à IHU On-Line, l'évêque du Xingu et président du Conseil indianiste missionnaire (CIMI), Dom Erwin Kräutler, dénonce ce qu'il avait déjà prévu : « la grande euphorie qui, il y a cinq ans, s'était emparée de la ville d'Altamira, à tel point que beaucoup de voitures et de motos arboraient l'autocollant "Nous voulons Belo Monte" a cédé la place à une sourde déception. À ce jour, rien de ce qui devait sauver l'ouest du Pará et que commerçants, entrepreneurs et élus avaient espéré et pronostiqué, ne s'est réalisé. La ville est pour ainsi dire impraticable. Les homicides, les agressions et les enlèvements sont monnaie courante. Les gens sont inquiets et ont peur ».

Cette situation difficile pointée par Dom Erwin se complique encore si on essaie d'envisager les perspectives d'avenir du nouveau gouvernement, vues les positions que la présidente Dilma Rousseff a adoptées au début de son second mandat. Non seulement elle n'a pas cité dans son discours de prise de fonction, des thématiques qui sont d'anciennes revendications des peuples indiens, mais la présidente a nommé Kátia Abreu [2] au ministère de l'agriculture. Ce sont des signes qui pour Dom Erwin pourraient en dire long sur ce qu'on peut attendre de l'avenir. « Pour Dilma, Belo Monte n'a jamais été un sujet de débat avec les mouvements populaires ou les populations directement concernées. […] Le gouvernement continue à défendre le *latifundio* et les privilèges qui ont été concédés à l'agroindustrie, contre les peuples indiens. […] Le rouleau compresseur poursuivra son chemin, passant sur nous ici près du Rio Xingu et d'ici peu sur les peuples du Rio Tapajós et des autres rivières d'Amazonie » prévient-il.

Depuis plus de cinq ans vous lancez des alertes au sujet des risques et des conséquences sociales et environnementales de la construction de Belo Monte. Vous avez suivi l'ensemble du projet, depuis sa conception jusqu'au début des travaux de construction de l'usine hydroélectrique.

La réalité est que la lutte contre le barrage du Rio Xingu dure depuis plus de 30 ans. Pendant un certain temps on a cru que le projet était abandonné. Ce fut une erreur. Quand Lula est devenu chef du gouvernement, au lieu de renoncer définitivement à cette monstruosité, il s'en est saisi et, s'appuyant sur les expertises euphoriques de sa ministre des mines et de l'énergie, Dilma Rousseff, il a lancé en grande

pompe la construction de cet ouvrage en l'intégrant au Programme d'accélération de la croissance (PAC).

Les conséquences sociales et environnementales étaient prévisibles, tout spécialement à partir du jour fatidique où le gouvernement a décidé qu'il n'était plus nécessaire que les mesures compensatoires exigées par l'Institut brésilien de l'environnement (IBAMA) et par la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI) soient satisfaites avant l'installation du chantier, mais qu'elles pouvaient être mises en place pendant l'exécution du projet. Grâce à cette décision, le chantier fut installé et, avec lui, le chaos dans Altamira. Pendant la campagne électorale, la présidente Dilma est venue à Belo Monte pour enregistrer un film vidéo. Son avion s'est posé sur l'aéroport d'Altamira. Mais elle n'a pas eu le courage d'entrer dans la ville pour voir sur place ce désastre qui nous anéantit.

Où en est la construction de Belo Monte ?

On dit partout que la construction serait en retard à cause des nombreuses manifestations contre le projet, mais j'ai l'impression qu'elle est bien avancée. Dans les quartiers qui seront inondés par la montée des eaux, les maisons ont déjà été détruites et les familles relogées dans de nouvelles demeures en dur. Je sais par ailleurs qu'il n'y en aura pas assez, loin de là, pour reloger toutes les familles.

Vous avez visité beaucoup de communautés de l'Évêché du Xingu. Que pensent les gens de la construction du barrage de Belo Monte ?

La grande euphorie qui, il y a cinq ans, s'était emparée de la ville d'Altamira, à tel point que beaucoup de voitures et de motos arboraient l'autocollant « Nous voulons Belo Monte » a cédé la place à une sourde déception. À ce jour, rien de ce qui devait sauver l'ouest du Pará et que commerçants, entrepreneurs et élus avaient espéré et pronostiqué, ne s'est réalisé. La ville est pour ainsi dire impraticable. Les homicides, les agressions et les enlèvements sont monnaie courante. Les gens sont inquiets et ont peur.

Il y a eu un boom dans la construction civile dû au besoin de logements. Certains ont gagné des sommes exorbitantes en louant des chambres ou des maisons à des prix exagérément élevés. Mais ceci a cessé quand Norte Energia [3] a créé un quartier résidentiel tout proche du chantier. Ce quartier est doté de toutes les infrastructures : école, pharmacie, supermarché, restaurants, boulangerie, salle de gymnastique, club, bibliothèque, zones de récréation et de loisirs et aussi clinique généraliste, gynécologie, cardiologie, ophtalmologie, pédiatrie, odontologie, services d'urgence, laboratoire avec rayons X et ultrasons. Ces équipements, dignes du monde développé sont en contradiction manifeste avec les conditions dans lesquelles nous vivons dans la ville d'Altamira.

Lula m'avait assuré, lors d'une entrevue que j'avais eue avec lui, que le gouvernement avait retenu la leçon des erreurs commises sur d'autres grands ouvrages, et qu'à Belo Monte ce serait complètement différent. Mais en réalité, une fois encore, se répète l'histoire bien connue de l'usine hydroélectrique de Tucuruí, également dans l'État du Pará (à 350 km au sud de Belém), commencée en 1975 et inaugurée en novembre 1984. Un quartier luxueux fut construit à proximité de l'ouvrage et la ville de Tucuruí fut reléguée à la catégorie de ville poubelle. Notre grande crainte à Altamira est que, quand Belo Monte sera inauguré, l'amélioration promise des infrastructures soit loin d'être achevée et qu'après la fête, les estrades démontées, la population reste abandonnée à son propre sort.

Quel genre de conflit la construction de Belo Monte a provoqué au sein des communautés indiennes et entre Indiens et non-Indiens ? De quelle façon Belo Monte a-t-il perturbé et même rompu la cosmologie indienne ?

Depuis qu'il a été décidé de construire Belo Monte, le gouvernement s'est trompé quant aux dommages que les peuples indiens de la Grande Boucle du Xingu allaient subir. On a diffusé dans tout le Brésil l'information selon laquelle aucun village indien ne serait inondé. Et c'est vrai. De fait, l'eau du réservoir ne submergera aucun village. C'est le contraire qui va arriver : le rio qui borde les villages va disparaître ou se transformer en un cours d'eau rétréci, réduit à une succession de plans d'eau peu profonds. Le poisson va disparaître et, par manque d'eau, la vie dans ces endroits ne sera plus possible. Les Indiens seront obligés de quitter leur terre pour d'autres lieux. Beaucoup d'entre eux sont déjà partis vers la ville

et ont perdu leur culture, leurs coutumes et les façons de s'organiser en communauté. Malheureusement un grand nombre d'entre eux tombe dans les vices des blancs.

Vous avez lu la lettre du Groupe Emmaüs [4] à la présidente Dilma. Que pensez-vous des positions de ce groupe de théologiens au sujet des impacts des grands projets (pas forcément liés aux usines hydroélectriques) ?

La lettre remise par le Groupe Emmaüs à la Présidente Dilma lors de l'audience qu'elle a concédée à une délégation de cet organisme, le 26 novembre 2014, s'intitule : « Le Brésil que nous voulons ». Je vois dans le choix de ce titre une analogie avec le document final de la Conférence des Nations unies concernant le développement durable - Rio + 20 (20-22 juin 2012) « Le futur que nous voulons ». Il s'agit d'un document creux et fade, dénué de retombées palpables. De fait, la lettre des théologiens ne présente aucune revendication précise, aucune exigence concrète, aucune dénonciation argumentée, donnant des noms et des adresses. Aussi, logiquement, ne dit-elle rien des conséquences pernicieuses de Belo Monte et de nombreux autres projets du Programme d'accélération de la croissance (PAC). Les théologiens ne mettent pas leurs voix — comme on aurait pu l'espérer — au service des familles arrachées à leurs foyers et à leurs terres et de tant d'autres qui, au cours des décennies passées, ont subi des dommages à cause des barrages. Ils n'exigent rien. La seule chose qu'ils demandent est une « réévaluation ».

De même, la lettre n'aborde que de façon générique la défense des droits des Indiens et des *quilombolas* [5]. Le mot « démarcation » [6] n'apparaît pas une seule fois. Dilma a imposé en 2013 l'arrêt des procédures de démarcation des terres indiennes, montrant ainsi clairement que son gouvernement donne la priorité aux secteurs de l'économie et de la politique liés au *latifundio*, à l'agroindustrie, aux entreprises minières et hydroélectriques, dont l'objectif exclusif est l'exploitation de la nature sur des terres traditionnellement occupées par les peuples indiens. La violation des termes de la Constitution de 1988 qui prévoit la démarcation de toutes les terres indiennes dans un délai de cinq ans, est la toile de fond sinistre de tous les conflits sanglants qui ont causé la mort de centaines d'Indiens aux quatre coins du pays. Pourquoi les théologiens n'ont-ils pas profité de cette audience pour s'associer aux peuples indiens en criant d'une seule voix : « La démarcation maintenant » ?

Lors de la prise de fonction de son second mandat, la Présidente de la République a proposé un dialogue avec la société. Je me demande si elle est réellement disposée à écouter, discuter, recevoir des critiques, entamer le dialogue avec les peuples indiens par exemple ou avec les personnes atteintes par les barrages. S'agissant de Belo Monte, son prédécesseur à la Présidence m'a dit, le 22 juillet 2009, que le dialogue devait continuer. Mais ce fut Lula lui-même qui le fit avorter. Pour Dilma, Belo Monte n'a jamais été un sujet de discussion avec les mouvements populaires ou avec la population directement concernée. Dilma s'est refusée à tout dialogue sur ce thème. Au contraire, le message qu'elle a envoyé à ceux qui faisaient opposition à son enfant chéri fut : Belo Monte est irrévocable !

Comme on a pu le voir il y a quelques jours, Dilma ne s'est pas le moins du monde laissée impressionner par les manifestations opposées à la désignation de Kátia Abreu, émanant de larges secteurs de la société brésilienne. Dans l'entretien que Kátia Abreu a donné à la *Folha de São Paulo* le 5 janvier dernier, jour de sa prise de fonction comme ministre de l'agriculture, l'élevage et l'approvisionnement, la position du gouvernement par rapport aux peuples indiens est apparue clairement. Le gouvernement continue à défendre le *latifundio* et les privilèges qu'il a concédés à l'agroindustrie, contre les peuples indiens — peuples qui, dans l'opinion grotesque de la ministre, « sont sortis de la forêt et ont gagné les zones de production ». N'est-il pas hautement significatif que la présidente Dilma, lors des deux discours le jour de sa prise de fonction, n'ait pas fait la moindre référence aux peuples indiens ?

Que pensez-vous de la réélection de la présidente Dilma et de ses déclarations post-électorales qui font de l'électricité d'origine hydraulique une des priorités du gouvernement ?

Je n'attendais pas autre chose. Dès lors que pendant son premier mandat et tout au long de la campagne électorale elle tenait ce discours, comment aurait-elle pu changer après le décompte des votes et sa réélection ? Le rouleau compresseur poursuivra son chemin, passant sur nous ici près du Rio Xingu et d'ici peu sur les peuples du Rio Tapajós et des autres rivières d'Amazonie. Les revendications de la

population ne comptent pas. Le Plan de base environnemental n'est pas respecté, il est modifié chaque fois que cela convient au gouvernement.

Comment expliquer que des personnes faisant aujourd'hui partie du gouvernement et par ailleurs liées aux Communautés écclésiales de base et à l'Église, défendent la construction d'usines hydroélectriques, sans prendre en considération les impacts sur les communautés indiennes, les communautés traditionnelles et la population d'Altamira par exemple ?

Je vais répondre par le commentaire d'un prêtre du Rio Grande do Sul au sujet de la lettre de protestation du Conseil indianiste missionnaire (CIMI) après l'entretien de Kátia Abreu. Je partage son point de vue. « Je suis prêtre diocésain depuis 50 ans […]. Depuis la fin de mes études de théologie et jusqu'à ce jour, je me suis toujours engagé dans la défense des droits des plus pauvres, dont les Indiens et les sans-terre. Nous avons peu avancé, mais maintenant avec la toute-puissante Kátia Abreu, les blocages sont manifestes. Je me suis engagé dans la construction du Parti des travailleurs en pensant qu'au pouvoir, des leaders dont bon nombre ont été formé dans l'esprit de la théologie et de la pastorale populaires, construiraient cet « autre Brésil possible ». Mais ils sont rentrés dans le rang. Ils nous ont trahi ! »

Connaissez-vous Thais Santi, la nouvelle procureure du ministère public d'Altamira ? Que peut-elle faire face aux difficultés concernant Belo Monte ? D'autres procureurs sont déjà passés à Altamira, par exemple Felício Pontes Jr. qui n'a obtenu que de faibles progrès du fait de la structure judiciaire.

Je connais Thais Santi, ainsi que Felicío Pontes. Mon amitié avec Felício remonte à plusieurs années. J'ai toujours été avec lui pour la défense des droits des peuples du Xingu et, tout particulièrement, après l'assassinat de Sœur Dorothy qui, le 12 février prochain, remontera à 10 ans.

Thais est à Altamira depuis 2012. Je l'estime beaucoup et j'admire son courage. C'est un véritable cadeau pour Altamira. Je le dis à cause de son professionnalisme, de sa compétence et de sa détermination dans la recherche de solutions aux différents problèmes qu'on lui demande de résoudre. Par ailleurs, elle a une personnalités qui séduit. Elle sait écouter les gens simples et j'espère qu'elle ne partira pas de si tôt d'Altamira. L'entretien que Thais a concédée a Éliane Brum, « L'anatomie d'un ethnocide », est éclairant et impressionnant.

J'ai eu aussi le bonheur de connaître plusieurs jeunes procureurs qui sont passés à Altamira et malheureusement n'y sont restés que peu de temps. Je me souviens aussi avec gratitude du procureur Marco Antônio qui est retourné dans son État d'origine le Mato Grosso do Sul. Lors de conversations informelles j'ai découvert que tous rêvaient d'un Brésil différent, d'un Brésil bien « légal » [7] (mais au sens strict de ce mot !) et qu'ils voulaient y apporter leur contribution en luttant pour les droits et la dignité des peuples du Xingu : Indiens, migrants, riverains et habitants des villes et villages le long de ce rio majestueux et merveilleux, condamné à mourir. Ils se sont presque toujours heurtés à des structures judiciaires adverses qui obéissent à d'autres intérêts.

En ce début d'année 2015, quel message peut-on adresser à ceux qui subissent les retombées de Belo Monte ?

Au passage de l'année j'ai écrit une méditation que je vous propose pour conclure notre conversation :

31 décembre, 24:00 heures :
C'est le 1er janvier, 0:00 heure.
L'an passé et l'an nouveau se touchent.
Ce qui est passé ne reviendra pas.
Le futur s'annonce.
Le « maintenant » c'est maintenant !
Mais, alors que je dis « maintenant »,
Il est déjà parti.
Tout s'écoule, vole, disparaît, meurt.

Puis s'éveille, fleurit, revit, brille de nouveau.

La nuit devient jour,
La lumière dissipe l'obscurité.
La vie triomphe de la mort.

Notre chemin nous amène
Jusqu'au dernier « maintenant » :
Quand vie et mort
Sont comme 24 et 0:00 heures
Et le temps s'évanouit dans l'éternité.

D'ici là, chaque moment est un cadeau,
mais aussi une invitation à aimer.

- Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3310.
- Traduction de Jean-Luc Pelletier pour Dial.
- Source (portugais) : site de l'Instituto Humanitas Unisinos, 16 janvier 2015.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteur, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] L'Instituto Humanitas Unisinos (IHU) a été créé en 2001 au sein de l'Université do Vale do Rio dos Sinos (liée aux Jésuites) à São Leopoldo dans le Rio Grande do Sul — NdT.

[2] Kátia Abreu, grande propriétaire rurale et sénatrice de l'État du Tocantins, était jusque-là présidente de la très puissante Confédération de l'agriculture et de l'élevage du Brésil, organe représentatif des intérêts du lobby agroalimentaire. Elle a combattu âprement et sans trêve les mouvements sociaux ruraux — NdT.

[3] Consortium d'entreprises chargé de la construction du barrage — NdT.

[4] Le Groupe Emmaüs rassemble des théologiens liés à la théologie de la libération — NdT.

[5] Communautés de descendants d'esclaves fugitifs — NdT.

[6] Il s'agit de la démarcation des terres qui, en application de la constitution brésilienne, doivent être attribuées aux Indiens et aux *quilombos*, communautés de descendants d'esclaves fugitifs, et qui traîne depuis des décennies — NdT.

[7] En portugais du Brésil, le mot « *legal* » a deux sens, l'un juridique, l'autre populaire signifiant « c'est bon », « ça marche », « c'est cool » — NdT.